

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

**Inquiétude
et colère
chez les
petits paysans**

Les gelées nocturnes de ces derniers jours ont causé de graves pertes pour les viticulteurs. 80 % du vignoble nantais, a été endommagé. Le Roussillon a également été touché par cette vague de froid qui a causé d'importants dégâts dans les vergers. Les cerisiers de la région de Ceret, à une trentaine de kilomètres de Perpignan, ont été détruits à près de 80 % ; dans la vallée de Prades, près du col de Jau, sur les collines de la vallée de Cambone, les vergers de pommiers, pruniers et poiriers, ont été totalement « grillés ».

Voilà qui va se répercuter durement sur les revenus déjà bien maigres de milliers de petits paysans : Mais tout prouve qu'ils ne laisseront pas le gouvernement les endormir par de belles paroles de consolation et développeront la lutte pour imposer un revenu décent qui leur permette de subsister correctement.
(Suite p. 3)

Avec les grévistes des foyers Sonacotra

MOBILISATION CONTRE LES NOUVELLES MENACES D'EXPULSION



Samedi 2 à la Mutualité, ils étaient 3 000 pour le retour de tous les expulsés et la satisfaction de toutes les revendications

Editorial

Essor des luttes

Ni la radio, ni la télévision, ni la presse de grande diffusion ne vous l'apprendront : ces moyens de propagande aux mains des patrons et de leur État sont là pour cacher la vérité.

Mais quel travailleur ne connaît pas les menaces sur son emploi, les fins de mois difficiles ? Quel travailleur n'est pas lui-même en lutte ou n'a pas connaissance d'un conflit proche ?

La vérité, c'est qu'en ce moment, il y a un net essor des luttes : de nombreux conflits couvent et les usines occupées sont légions : tout cela est à la mesure de la crise profonde qui secoue le monde capitaliste et frappe durement les travailleurs.

La vérité c'est que les travailleurs veulent se battre et qu'au fond, ils ne veulent plus de ce système !

Voilà ce qui traduit l'essor actuel des luttes !

Voilà qui fixe comme tâche urgente de tout faire pour briser l'isolement, le silence, autour des conflits, afin que de dispersés ils se rassemblent et que les travailleurs affrontent la classe des patrons *tous ensemble et en même temps*, classe ouvrière, et avec elle, petits paysans, employés, étudiants, dans une unité forgée à la base par l'action et pour l'action.

Elle existe, cette soif d'unité pour avancer en rangs compacts face à l'ennemi, cette volonté de combattre sur le terrain des travailleurs : dans les usines occupées, ailleurs que sur le terrain électoral et parlementaire de la bourgeoisie, autrement qu'à la traîne des élus et des « programmes de redressement ».

Elle est partout sensible !

Elle sème l'inquiétude dans les rangs des défen-

seurs du capitalisme.

Et Giscard annonce que la « réforme » de la Sécurité sociale est reportée : il ne s'agit pour l'instant que d'améliorer la gestion, « sans majoration de cotisations, sans déplaçonnement, sans réduction de prestations », et de « préserver un système qui est l'un des meilleurs du monde et auquel les français sont légitimement attachés » ! Est-ce pour autre chose que la crainte de soulever tous les travailleurs tous ensemble, qu'il renonce ainsi ?

Tous ces gens-là des RI au PCF, du RPR au PS seraient, à les entendre, du côté des travailleurs et les soutiendraient, comme à Usinor, « pour défendre l'outil de travail », même en occupant ! Faut-il que l'idée de la lutte soit forte chez les travailleurs pour que tout ce beau monde en parle... pour mieux s'y opposer !

Mais nul licenciement n'a été empêché autrement que par la lutte résolue des travailleurs et les politiciens de droite comme de gauche qui ne cessent d'en parler, de vanter les mérites de leurs plans respectifs, qu'ont-ils fait d'autre qu'endormir le peuple, lui faire miroiter des solutions-miracles, le diviser et le disperser face aux vagues de licenciements ?

Le peuple puise dans son expérience cette vérité que la seule voie est celle de la lutte. Pour mieux vaincre il faut qu'elle rassemble ses mille ruisseaux en un puissant fleuve, hors des digues où veulent les canaliser tous ces politiciens bourgeois. C'est ainsi que demain, conduite par son état-major prolétarien, la classe ouvrière abattra le capitalisme.

• Italie

LA REVOLTE GRONDE DANS LES SYNDICATS

Les révisionnistes italiens lancent actuellement une offensive pour franchir le dernier obstacle qui les sépare du pouvoir. Ils ne

veulent plus se contenter de soutenir le gouvernement dans son entreprise de redressement économique sur le dos des travailleurs, ils veulent y participer.

C'est Berlinguer en personne qui, par une déclaration a lancé cette campagne.

Depuis une polémique est ouverte entre l'«Unità» le journal de PCI et «Il Popolo» le journal de la démocratie-chrétienne. L'intérêt de cela vient du fait que plus la polémique se développe, plus on peut s'apercevoir qu'aucun problème de fond ne les séparent en fait, et que la seule difficulté vient de la forme de cette participation de Berlinguer au contrôle de l'appareil d'Etat italien.

A Berlinguer, qui admet que la DC a accompli «un pas en avant en reconnaissant la nécessité de convergence sur un programme de gouvernement» et qui affirme «que la nouveauté positive que constituait le gouvernement des abstentions est désormais insuffisante», «Il Popolo» répond «nous sommes prêts à un accord sur les questions économiques mais un tel accord n'implique nullement un changement de cadre politique.»

Cependant, dans la mesure où c'est Berlinguer qui permet à l'actuel gouvernement de survivre, il est probable que le jour où des ministres révisionnistes vont entrer au gouvernement n'est pas très éloigné.

Mais les travailleurs italiens acceptent de plus en plus mal cette politique de trahison conclue sur leur dos et leur colère se répercute jusque dans les syndicats où la révolte gronde.

Réunis en assemblée mercredi à Milan, les délégués de base de 400 entreprises venues de toute l'Italie ont décidé de déclencher «ouvertement» la lutte, à l'intérieur des trois grandes centrales syndicales contre la politique menée «au sommet» par les dirigeants et de relancer «partout» la lutte contre l'austérité et les sacrifices. En dépit des efforts des révisionnistes pour saper les luttes, le printemps s'annonce chaud en Italie.

FOYERS SONACOTRA EN LUTTE

Pour soutenir massivement les camarades convoqués devant la commission d'expulsion.

MANIFESTATIONS

Le 8 avril 1977 à 14 heures à la préfecture de Nanterre (Bâtiments préfabriqués).

Le 13 avril 1977 à 14 heures à la préfecture de Bobigny.

Le comité de coordination Sonacotra appelle les travailleurs qui participeront à ce rassemblement à les rejoindre à 13 H 30 devant leur foyer, 17 rue des Sorbiers (Sortie RER Nanterre-Ville, côté Bd de Seine).



En sport, la gauche c'est comme la droite : Même idéologie bourgeoise, chauvinisme et gagner à tout prix !

A Villejuif, le seul club qui existe, est dirigé par les révisionnistes du PCF et lié à la municipalité «rose pâle». Il compte pour sa section football environ 350 licenciés pour la saison 76/77, des poussins aux juniors, sur une ville d'environ 60 000 habitants dont 40 % ont moins de 25 ans !

Déjà, il faut remarquer que l'inscription, résultat de la politique sportive des ces messieurs, se monte environ à 130 F sans compter les chaussures (70 F) soit au total 200 F.

Voilà bien la réalité qui met à nu leurs grandes déclarations qui ne sont que pure démagogie pour tromper les travailleurs.

Quant à leurs objectifs, c'est uniquement de faire des résultats. Alors que, par ailleurs, les entraînements laissent plutôt à

désirer, ils ne parlent que de se hisser à la première place, remporter des coupes, remonter au classement, monter en «division-honneur» l'année suivante... Pour cela, bien sûr, tous les moyens sont bons : on fait, par exemple, jouer des joueurs de la catégorie supérieure (FSGT) pour gagner à tout prix ! et qu'importent les joueurs !

Voilà dans les faits leurs conceptions.

Quant à nous, notre conception c'est de développer le sport pour les masses travailleuses, pour renforcer leur constitution physique, développer une saine émulation basée sur l'esprit d'équipe, l'amitié entre les équipes et la recherche d'un bon jeu. Mais cela, assurément, seul le socialisme, garanti par la dictature du prolétariat, le permettra !

Championnat du monde de Ping-pong

La victoire des joueurs chinois

Affaire de raquette ou problème politique

Toute la presse bourgeoise est unanime pour parler de secret de la raquette chinoise.

En effet, sinon comment expliquer les victoires des joueurs chinois au 34e championnat du monde de ping-pong.

En effet, les joueurs chinois ont le même revêtement sur les deux faces de leur raquette. C'est là que résiderait le secret de leur victoire. Mais dans ce cas, comme le souligne Gérard Henry dans l'«Équipe» comment expliquer la victoire de Bergeret et de Secrétin dans le double mixte ? En fait, la vraie raison c'est qu'en Chine, sous la dictature du prolétariat, les travailleurs, les masses dans leur ensemble pratiquent assidûment le

sport dans un but d'amitié et non pas de compétition individualiste.

Les sportifs ne sont pas des hommes-sandwichs pour les grandes marques industrielles. Dès leur enfance, les Chinois peuvent pratiquer le ping-pong. Le sport n'est pas un moyen d'abrutir les masses, de les détourner de la révolution. Au contraire, pour les athlètes chinois, c'est un moyen de développer l'amitié entre les peuples et de soutenir la révolution mondiale. Pour le championnat du monde individuel homme, Wang Schun a déclaré forfait et a refusé d'affronter un joueur sioniste nommé Mendelson. Ainsi, il a de fait renoncé à postuler le titre de champion du monde individuel.

APPEL

Tous les jours, la bourgeoisie exploite les travailleurs. Les loisirs ou les vacances leur permettent seulement de reconstituer leur force de travail. Ce que la bourgeoisie présente comme la grande évasion, c'est un nouveau moyen pour elle de réaliser des profits et de poursuivre son oppression.

Quelles vacances pour les

travailleurs ? C'est le thème de l'enquête que nous entreprenons. Camarades, amis lecteurs, à vos plumes pour envoyer des témoignages de vacances, pour donner des renseignements sur les travailleurs du système hôtelier ou sur les petits paysans et les vacances.

Ecrivez nombreux !

Une délégation du parti communiste de Suède reçue en Chine par le président Houa

Le président Houa Huo-feng a reçu lundi, au nom du Comité central du PCC, Roland Pettersson, le président du Parti communiste de Suède. Keng Piao, le chef du département relations internationales du CC du PCC, était également présent à cette réception.

Dans l'allocution qu'il a prononcée au banquet, le président Houa a fait un chaleureux éloge du Parti communiste de Suède pour ses efforts à combiner la vérité universelle marxiste-léniniste et la pratique concrète de la révolution dans son pays, pour sa persévérance dans la lutte anti-impérialiste et antirévionniste et pour les heureux progrès qu'il a réalisés ces dernières années dans le renforcement de l'édification du parti et dans la lutte contre le capital monopoliste à l'intérieur et contre les deux superpuissances, l'Union soviétique et États-Unis, le social-impérialisme soviétique en particulier.

Parlant de l'excellente situation en Chine, le président Houa a indiqué : «Le grand mouvement de masse de dénonciation et de critique de la «bande des Quatre», est en train de gagner en profondeur. Un nouveau et vigoureux essor s'affirme maintenant dans la révolution et l'édification socialistes». Le président Houa a continué : «Nous sommes déterminés à porter haut levé le grand drapeau du président Mao, notre grand dirigeant et éducateur, à accomplir la cause qu'il a laissée inachevée, à appliquer avec fermeté sa ligne révolutionnaire prolétarienne, à exécuter la décision stratégique qui est de gouverner le pays en saisissant l'axe et à rester fidèles à l'internationalisme prolétarien pour mener jusqu'au bout la révolution

prolétarienne et apporter à l'humanité une contribution aussi grande que possible».

«Une amitié révolutionnaire lie nos deux partis qui s'accordent un soutien mutuel dans leur lutte commune contre l'impérialisme, le révisionnisme et la réaction. Le PCS a soutenu

forcées», a dit le président Houa.

Dans sa réponse, le président Pettersson a fait un vif éloge des grands exploits historiques du président Mao Tsé-toung. «Son nom, a-t-il dit, restera éternel comme celui de Marx, Engels, Lénine et Staline, ces grands dirigeants communistes». Il a exprimé ses profondes condoléances pour le décès des camarades Chou En-lai, Chu Teh, Kang Cheng et Tong Pi-wou, ces révolutionnaires prolétariens

de leur visite, ils avaient constaté de leurs propres yeux les graves dommages causés par la «bande des Quatre», à la Chine socialiste ainsi que les mesures politiques actuelles prises par le peuple chinois, combatif et dynamique, contre ces éléments ultra-droitières.

Parlant de la situation actuelle dans le monde, il a souligné que l'Union soviétique et les États-Unis sont les pays impérialistes capables aujourd'hui de se disputer l'hégémonie dans tous les coins du globe.

La rivalité entre ces deux superpuissances s'accroît sans cesse. Les pays du tiers monde s'unissent, à une échelle toujours plus vaste, dans leur lutte pour sauvegarder l'indépendance nationale et développer leur économie.

Il a souligné en particulier qu'aujourd'hui, l'Union soviétique est le foyer le plus dangereux d'une nouvelle guerre mondiale. C'est pourquoi, en poursuivant sans défaillance la politique consistant à créer un Front uni contre les superpuissances, il convient de déployer tous les efforts dans la dénonciation du social-impérialisme.

Le président Roland Pettersson a indiqué : «L'évolution de la situation internationale est brillante pour les peuples du monde. L'impérialisme et le social-impérialisme sont tous deux des tigres en papier. Ils sont armés jusqu'aux dents, mais leur armement ne sert qu'à creuser leur tombe. Ils sont voués à l'échec et les peuples du monde vaincront».

L'entrevue et le banquet se sont déroulés dans une atmosphère chaleureuse empreinte de solidarité combattante entre les partis chinois et suédois.



Dessin extrait de «Gnistan», organe du PC de Suède.
La légende : «Hors de Suède, les soviétiques».

notre lutte pour écraser la bande des Quatre». Je tiens, ici, au nom du Comité central du Parti, à lui exprimer mes sincères remerciements. Nous sommes profondément convaincus que, grâce à votre présente visite, l'amitié révolutionnaire et l'union combattante unissant nos deux partis et nos deux peuples seront ren-

de la vieille génération.

Le président Pettersson a dit : «Le Comité central du Parti communiste chinois, ayant à sa tête le camarade Houa Kuo-feng a écrasé sans hésitation la «bande des Quatre» ; pour cette raison, notre parti respecte plus profondément encore le Parti communiste chinois». Il a dit qu'au cours

• Bolivie

Des représentants des pays latino-américains producteurs de café se réuniront à Bogota à partir de 23 avril prochain.

Cette réunion examinera la situation et les perspectives du marché du café, et étudiera la possibilité d'adopter une position commune face au gouvernement des États-Unis.

Cette position, précise-t-on, pourrait être celle proposée par le président colombien, Alfonso Lopez, qui rejette le boycott américain du café, et demande une stabilisation des prix.

• Espagne

Le gouvernement espagnol a décidé d'interdire la célébration le 10 avril de «L'Abeni Eguna», jour de la patrie bas-

que. Les organisateurs qui comptaient sur la présence de 100 000 participants à cette journée de lutte sont décidés à la maintenir avec ou sans autorisation. On s'attend donc à une nouvelle épreuve de force entre le peuple d'Espagne et le gouvernement Suarez.

• Grande-Bretagne

Le syndicat des employés britanniques a pris position mercredi pour des augmentations salariales de plus de 30 % dès la fin de la phase deux du «contrat social» le 1er août prochain. Un porte-parole a en effet déclaré au cours d'une conférence de presse mercredi que «les banques et les compagnies d'assurances disposent d'immenses réserves d'argent et peuvent payer».

• Inde

Le gouvernement a demandé aux différents États indiens de libérer tous les naxalites (communistes marxistes-léninistes), emprisonnés.

A l'exception toutefois de ceux qui ont été arrêtés pour activité violente, a annoncé mercredi le ministre indien de l'Intérieur, Charan Singh.

Le ministre a indiqué à la chambre basse indienne qu'à la date du 25 mars, il y avait 645 Naxalites dans les prisons des États du Kerala, d'Andhra Pradesh et de Tamil Nadu dans le sud du pays et dans le Bengale occidental.

Répondant ensuite à des parlementaires qui

contestaient ces chiffres et affirmaient qu'il y avait des naxalites en prison dans d'autres États Charan Singha promet de faire faire une enquête. Il a également affirmé qu'il étudierait les plaintes selon lesquelles des prisonniers naxalites auraient été torturés ou maltraités.

Le ministre a également informé la chambre que 13 personnes avaient été tuées au cours d'affrontements entre des naxalites et la police pendant la période de l'état d'urgence, ajoutant que la police avait elle-même perdu trois hommes dans ces affrontements. Il a enfin déclaré que son gouvernement était prêt à entamer un dialogue avec les naxalites si ces derniers étaient d'accord.



Les élections dans une petite commune

Quand le Modéf s'allie aux gros propriétaires terriens

Ça se passe à Moulins, commune de 600 habitants environ, en Ile-et-Vilaine à 20 km au sud-est de Rennes.

Les élections, dans ces petits bourgs qui se dépeuplent rapidement, sont loin de la rivalité entre bourgeoisie de droite et de gauche. C'est souvent l'occasion de critiquer ou de soutenir le notable du coin qui est maire depuis plusieurs décades.

Dans cette commune, le notable en question, M. Lehuierou Kerisel possède près de la moitié de la commune ce qui lui donne de sérieux moyens pour obtenir les voix de ses fermiers, surtout qu'il a dans son conseil le responsable local FDSEA.

Seulement, depuis quelques années, une fraction de jeunes qui ne veulent pas voir leur commune se

dépeupler, quelques agriculteurs, des ouvriers et petits commerçants ont décidé de former une liste avec des conseillers sortants écœurés de cette politique moyen-âgeuse où seul, le grand seigneur prend les décisions ; ils ont formé une autre liste.

Se sentant menacé, le gros propriétaire a trouvé sur qui s'appuyer. Le président départemental du MODEF, A. Cuiblet, rejoint la liste sortante semant ainsi la confusion parmi les paysans indécis et aussi quelques jeunes. Quel bel exemple de municipalité où la politique des gros propriétaires fonciers et des soi-disant défenseurs des exploitations familiales se rejoignent.

Un lecteur de la région

● Bayonne

Soirée débat sur les conditions de travail et le droit à la santé

Le 1er avril a eu lieu, à la bourse du travail de Bayonne, une soirée-débat sur le thème « conditions de travail ; droit à la santé ».

Cette soirée, impulsée au départ par le syndicat Santé-sociaux CFDT, a été prise en charge par l'Union interprofessionnelle de base CFDT, regroupant l'ensemble des syndicats CFDT. Une information importante (3 tracts, une affiche) en direction des entreprises et de la population avait annoncé cette soirée.

Les travailleurs sont venus nombreux discuter autour des panneaux préparés par les différentes sections syndicales, dénonçant leurs conditions de travail, sources de maladie.

Le syndicat Santé-sociaux présentait plusieurs panneaux (sur l'hôpital, l'enfance inadaptée, l'avortement...) affirmant tous la solidarité nécessaire entre travailleurs de la Santé et usagers.

Le film « Condamnés à réussir », portant sur les conditions de travail et les problèmes d'environnement

posés par l'usine de traitement de déchets atomiques de La Hague, a été ensuite présenté. Une intervention du syndicat Santé-sociaux CFDT développant le thème « dans cette société violente et répressive, l'exploitation rend malade », a suivi la projection ouvrant un débat mettant à contribution les expériences des travailleurs.

Enfin, les chanteurs Imanol et Aguirre ont fait une brève représentation (brève, car la mairie de Bayonne interdit que l'on chante à la bourse du travail !).

De cette soirée, on peut retenir :

- lorsque la CFDT se place sur le terrain des revendications des travailleurs l'unité peut se réaliser.

- si la division apparaît en son sein lorsqu'elle soutient une équipe bourgeoise contre une autre équipe bourgeoise (comme lors des municipales), par contre, en prenant en charge les intérêts de la classe ouvrière, la CFDT remplit son rôle et se renforce. Correspondant HR Bayonne

Remise à jour du Programme commun

Inquiétude du PCF

L'Humanité de mardi publie l'intervention de Charles Fiterman au Comité central du PCF sur la remise à jour du Programme commun. L'Humanité de mercredi publie celle de Paul

Fiterman a tout d'abord expliqué qu'il y avait crise en France et crise accélérée. Il en tire la conclusion que le Programme commun est toujours d'actualité.

tous les pays qui le souhaitent.»

Ceux qui le souhaitent le plus (et le PCF aussi) ce sont les pays de l'Est. Il s'agit donc d'ouvrir ces marchés aux monopoles français mais surtout de livrer le marché intérieur à la rapacité de la nouvelle bourgeoisie révisionniste qui est avide de conquêtes de ce type.

Le quatrième «moteur», c'est «un bond en avant dans la démocratie» par «la diffusion des pouvoirs et des responsabilités». Cette idée (bourgeoise aussi) de la participation vise à donner aux travailleurs l'impression qu'ils ont une part du pouvoir. C'est une illusion dans un pays capitaliste, illusion par laquelle le PCF espère obtenir la complicité silencieuse de la classe ouvrière quand il sera au pouvoir.

LES 4 INQUIETUDES

Si Fiterman est fier de proposer ses «4 moteurs» pour relancer l'économie, il se fait plus discret sur ce qu'on pourrait appeler ses

Laurent sur l'organisation du parti révisionniste. Ce qui se dégage de ces deux interventions, c'est l'inquiétude qui règne au sein des instances dirigeantes de ce parti.

4 inquiétudes. Tout d'abord, la gauche au pouvoir «devra répondre aux espérances légitimes des masses populaires». Il est vrai qu'avec toutes les promesses démagogiques qu'ils ont faites, les Marchais-Mitterrand et consorts ont de quoi être inquiets.

On ne joue pas impunément avec la volonté de changement des travailleurs. Bref, on a beaucoup promis, demain il faudra tenir... ou «revoir le Programme», «fixer des échéances réalistes»...

Deuxièmement, dit Fiterman, il faudra «faire face à l'hostilité du grand capital». Aussi, on reverra le Programme commun pour ne pas trop brusquer ces messieurs dont on a besoin.

Troisièmement, le Comité central du PCF est inquiet de l'attitude du PS qui veut indemniser les actionnaires des usines nationalisées. D'autant plus (quatrièmement) que certains leaders radicaux de gauche mènent «une véritable campagne contre les nationalisations».

La question des natio-

nalisation sera donc un des centres de la remise à jour des «conditions et des délais d'application» du Programme commun.

MOINS QU'EN 1976

Du discours de Paul Laurent, nous ne retiendrons qu'une idée : «qu'il faudrait dépasser nos effectifs de l'année 1976 dès la fin avril», dit-il. Pour cela, les 50 000 adhérents nouveaux depuis janvier ne suffisent pas encore, explique-t-il. Cela veut dire, en clair, que depuis fin 1976, le PCF a perdu des dizaines de milliers de membres qu'il espère rattraper d'ici fin avril. Le titre de l'article souligne : *Un objectif immédiat : fin avril, autant de communistes qu'en 76.*

Sujet d'inquiétude sur lequel s'est étendu Paul Laurent, ce fait ne peut que réjouir les travailleurs révolutionnaires et les marxistes-léninistes de notre pays. Dès aujourd'hui, on voit se lever le jour où la masse des travailleurs dira NON au Programme commun, comme elle dit NON au plan Barre.

Avec les grévistes des foyers Sonacotra

Mobilisation contre de nouvelles expulsions !

(Suite de la page une)

Mais le gouvernement des exploités ne se tient pas pour battu. Son ministre de l'Intérieur reconvoqua les camarades de retour devant une commission pour imposer qu'ils soient à nouveau expulsés. Nous ne devons pas laisser faire un tel scandale. Aux côtés des grévistes de la Sonacotra et de

leur comité de coordination, travailleurs français et immigrés, unissons-nous dans la lutte pour empêcher les expulsions.

Popularisons largement autour de nous, dans nos sections syndicales, dans les associations de masse, dans les usines et les quartiers, la juste lutte des grévistes de la Sonacotra. Elle vaincra.

Inquiétude et colère chez les petits paysans

(Suite de la page une)

Ils suivront ainsi l'exemple de ces viticulteurs de l'Aude qui viennent de bruler publiquement les contraintes d'huissiers émises contre eux.

Une centaine d'entre eux se sont rendus chez deux huissiers, à Carcassonne, mercredi en fin d'après-midi. Ils les ont obligés à leur re-

mettre environ 250 contraintes à payer émises par la mutualité agricole de l'Aude à l'encontre de plusieurs vigneronniers qui n'avaient pas payé leurs cotisations. Les viticulteurs ont ensuite brûlé en pleine rue tous ces documents, frappant à coups de poing deux policiers en civil qui tentaient de les empêcher.

Grèves et occupations se multiplient

En plus des grandes luttes en cours, dont nous avons parlé récemment (Sesosem, Plancher Bourges, BNP...), de nombreuses grèves se développent en ce moment, souvent avec occupation. Parmi elles citons :

MINE D'OR DE SALSIGNE (AUDE)

Grève illimitée depuis le 24 mars des 300 ouvriers contre une réduction des salaires.

FROMAGERIE BOURSIN (CROISY S/EURE)

160 ouvriers sont en grève et occupent depuis deux semaines en effectuant des ventes sauvages de fromages : ils exigent la garantie de l'emploi et l'aménagement des congés.

GÉNÉRAL MOTORS (GÈNEVILLIERS)

La majorité des 3 200 travailleurs est en grève depuis le 30 mars, pour notamment l'augmentation des salaires et la réduction du temps de travail. Une décision du tribunal des référés vient d'ordonner leur expulsion.

LIP (BESANÇON)

150 «Lip» ont pénétré mercredi par effraction au siège de l'Union patronale de Besançon et emporté

des documents concernant leur situation par rapport aux Assedic.

CHANTIERS NAVALS DUBIGEON (NANTES)

La quasi totalité des 2 550 ouvriers a défilé mercredi dans les rues de Nantes jusqu'à la préfecture pour protester contre le chômage technique imposé un jour par semaine à 600 d'entre eux, à partir du 8 avril.

MUSÉES DE FRANCE

La grève décidée mercredi par les 900 gardiens de musée pour l'établissement d'un statut et l'amélioration des conditions de travail a été massivement suivie.

ÉQUIPAGE DES CARS-FERRIES ET CARGO CORSES

Tous les départs de bateaux prévus mercredi du continent vers la Corse ont été annulés. Les équipages réclament une augmentation des salaires.

ACIÉRIES ET USINES MÉTALLURGIQUES DE DECAZEVILLE

400 manifestants ont envahi la gare de Montauban et bloqué trois trains pour attirer l'attention sur les licenciements qui les menacent.



● Montpellier HLM Les Tritons Une saisie empêchée

A l'appel de la section syndicale du cadre de vie (CSCV), syndicat des locataires des HLM les Tritons, les habitants se sont mobilisés pour empêcher une saisie de meubles sur un couple de travailleurs ayant 2 enfants.

Un système d'alerte mis en place par le syndicat et les travailleurs du quartier devait permettre de mobiliser immédiatement en cas d'apparition de l'huissier.

Pendant 3 jours, un piquet anti-saisie a été tenu par les habitants à la porte de l'immeuble, dès 5 heures du matin jusqu'au soir. Plus de 40 personnes y ont participé par roulement.

Devant une telle détermination, les huissiers ont eu peur. La saisie n'aura pas lieu, c'est une victoire de tous les travailleurs des Tritons.



Non aux expulsions et aux saisies!

● Nice — Kening's Grève avec occupation

Les travailleurs occupent les deux principaux garages Kening's (société multinationale possédant garages, stations-service, fabrique de pneus, revendeur de British Leyland).

La direction refuse en effet de répondre à leurs revendications : 250 F uniforme et modification de la prime d'assiduité, défendues il y a deux mois par une grève du zèle, et auxquelles s'ajoutent maintenant : paiement intégral des jours de grève et non à tout licenciement.

Organisés dans leur section CFDT, les travailleurs qui s'attendent à une intervention des flics, ont pris contact avec d'autres garages et entreprises occupés (comme la SCOM à la Trinité) et demandent la solidarité de tous les travailleurs de Nice.

● Marseille La SIDMAP en grève

Dans le quartier de la capelette, les travailleurs de SIDMAP (usine de transformation de matières plastiques) sont en grève depuis 8 jours sous l'impulsion de la CGT et de la CFDT.

Ils revendiquent : une augmentation de salaire et de meilleures conditions de travail.

— Avant le déclenchement de la grève, une circulaire de la direction tente d'intimider les travailleurs en se servant du plan Barre.

— La direction refuse toute discussion sur les revendications déposées et propose en guise de compensation une prime de 1400 francs.

— Elle tente en s'adressant à chaque travailleur et surtout aux malades de briser la grève.

— Elle menace les travailleurs de déposer le bilan (fermeture de la boîte), elle espère bien faire intervenir les forces de police.

Mais les travailleurs tiennent bon : la grève est suivie à 80% (l'usine comprend 65 travailleurs).

Les grévistes montrent leur détermination en empêchant toute livraison, en bloquant momentanément les machines. Leurs sections CGT et CFDT demandent le soutien de toute la population.

Les travailleurs d'usines du secteur organisent une grève de solidarité

LE PATRON DOIT CEDER
correspondant HR avec un ouvrier de la SIDMAP.

11ème congrès de l'USAT (CFDT-PTT) La ligne de soutien à l'union de la gauche ça passe mal

le 11e Congrès de l'USAT (sections ambulants et du tri : tri du courrier dans les trains) s'est tenu le 31 mars et 1er avril.

De très sérieuses oppositions s'y sont manifestées contre la ligne confédérale de soutien aux partis bourgeois de l'Union de la gauche et aux méthodes et formes de lutte « inoffensives pour le pouvoir et incapables d'aboutir au moindre succès ».

Ce courant reste limité et inégal. Il n'en cons-

fruit de l'action de masse et de l'action gouvernementale. De nombreuses critiques ont porté dans le cadre de la discussion du rapport d'activité, sur les grèves de 24 h, l'absence totale de coordination des luttes des centres de tri de la région parisienne, le respect du préavis, la capitulation devant le plan Barre qui est « toujours debout ».

En commission, à propos du contrôle des travailleurs, le texte soumis à la discussion proposait « la création d'une commission de contrôle auprès des chefs d'établissement... qui, au niveau local, pourrait donner son avis sur l'organisation du travail... faire des propositions aux autres niveaux (départemental, régional, national) ». Le texte prétendait même que « l'apparition du contrôle des travailleurs est à la fois le

fruit de l'action de masse et de l'action gouvernementale ».

Voyez-vous Defferre, briseur de grève No 1 à Marseille, par son action au gouvernement de la gauche, favoriser l'apparition du contrôle des travailleurs !

Ces points de vue furent vivement critiqués. Divers délégués soulignèrent que « la gauche au pouvoir, ce n'est pas les travailleurs au pouvoir », que « l'État (armée, police, justice) resterait un État bourgeois et l'économie resterait capitaliste ».

Quant à la résolution générale (texte d'orientation qui sera la résolution du Congrès fédéral PTT-CFDT de mai 77) elle fut adoptée mais donna lieu à de vives discussions.

titive pas moins une manifestation extrêmement positive de la volonté de lutter classe contre classe et du potentiel révolutionnaire qui ne manqueront pas de se développer à l'avenir contre le pouvoir actuel comme contre celui possible sinon probable de la gauche, chez les postiers, comme chez les enseignants, comme chez tous les travailleurs.

Voilà qui doit être pour nous un encouragement à développer le travail politique et la lutte revendicative dans nos entreprises.

Un amendement dénonçant l'impérialisme soviétique recueillit des voix dans plusieurs sections.

Le passage le plus controversé fut le point 19 : « Pour permettre la transformation de la gauche au pouvoir, l'action de la CFDT nécessitera une stratégie de classe cohérente et le développement d'un mouvement de masse important ayant pour objet... de défendre le gouvernement de gauche contre toutes les tentatives de sabotage, de provocations et de complots émanant de la bourgeoisie ».

Ce soutien inconditionnel à un gouvernement de gauche fut rejeté par l'adoption de 2 amendements

modifiant ainsi la fin : « ayant pour objet de lui imposer (au gouvernement de gauche) son propre rythme de changement... et rentrer éventuellement en conflit avec lui s'il refuse... » (amendement de la section Saint-Denis) et « de s'opposer à toute tentative de sabotage... émanant de la bourgeoisie » (section gare du Nord). Le juste argument selon lequel, si la lutte des travailleurs se développait avec la gauche au pouvoir, celle-ci ne manquerait pas de l'assimiler à « des tentatives de la bourgeoisie pour reprendre le pouvoir », fut opposé à Le Bris (dirigeant national de la Ligue trotskiste) qui défendait à son tour le point de la résolution.

D'après corr. d'un postier ML

● Alsthom St Ouen

L'ennemi nous attaque c'est une bonne chose

Depuis 2 semaines, les travailleurs de l'Alsthom-savoisienne débrayent et manifestent dans les ateliers avec des pancartes portant les revendications communes : 300 F pour tous, 13e mois, 40 h, droit au congé sans solde sans restriction, etc... et en criant des mots d'ordre. Les ouvriers et de nombreux employés des bureaux sont unis dans l'action, et les appels sont lancés en commun par les deux syndicats CGT et CFDT.

Face à cette action, la direction a reporté la réunion « sociale » du 31 mars au 14 avril, et l'a déménagée à Aix-les-Bains.

Jeudi 31, toute l'usine a débrayé manifestant dans les bureaux de la direction et lançant des mots d'ordre combattifs. Les directeurs et leurs sous-fifres étaient blêmes : on n'avait pas vu une telle mobilisation depuis 68.

A présent, le patron utilise la répression pour intimider les travailleurs : des avertissements ont été donnés à plusieurs d'entre eux, dont des délégués, sous des prétextes divers (pour ceux

qui sont en tête du cortège, qui crient des slogans, qui parlent dans le mégaphone, qui font du bruit dans les ateliers, etc)

Lundi matin, les avertissements ont été déchirés sous le nez du directeur Destugues.

La lutte continue de plus belle par les débrayages tournants. La direction enrage de voir ce combat qui unit l'immense majorité des travailleurs : mardi, elle a distribué un 2e avertissement avec mise à pied à un délégué CGT et deux délégués CFDT pour des motifs tout aussi bidons.

RIPOSTE MASSIVE
AUX SANCTIONS

Mercredi matin, les ouvriers de la chaudronnerie, dès l'embauche, se sont rendus en masse devant le bureau du chef de production pour dénoncer la répression inadmissible de la direction, notamment contre la mise à pied de 3 de leurs camarades délégués CGT et CFDT.

A 10 h du matin, les débrayages tournants continuent de plus belle dans les ateliers.

Les chaudronniers ont défilé jusque devant les grands bureaux, où les 3 délégués mis à pied les ont salués et encouragés. En tête du cortège, un groupe d'ouvriers enchaînés et baillonnés portait les nouveaux avertissements du jour. Les travailleurs ont décidé de collecter entre eux la paie perdue par les délégués.

Le hall 1, les bureaux et la mécanique défilent à leur tour, plus nombreux encore. Parmi les manifestants, certains ont mis des cagoules avec les revendications. Des caricatures tournent le patron et ses valets en dérision.

Devant la lutte unie et déterminée des travailleurs, la direction ne sait répondre que par la répression, découvrant ainsi sa véritable nature réactionnaire et jetant le masque libéral et paternaliste. Mais ceci ne fait que grossir le flot des mécontents et la colère des travailleurs.

Les communistes marxistes-léninistes feront tout pour soutenir et participer au combat jusqu'à la victoire, en déjouant tous les pièges de l'ennemi de classe.

ALSTHOM DOIT PAYER
ET PAIERA

Correspondant HR

LE No 2 DE L'HUMANITÉ ROUGE BIMENSUEL
EST PARU.

Au sommaire :

- Europe : bataille autour d'un 'arlement
- Espionnage russe sur les côtes bretonnes
- Zaire : les mercenaires de Moscou
- Son cotra : un grand mouvement révolutionnaire de masse
- Flamanville : les paysans contre la centrale nucléaire
- L'amiante qui tue
- La réforme Haby : l'école du chômage
- Radio-Bananas ou radio mère patrie ?